

Intervention 09-10-05 Icade

Je voudrais revenir en quelques mots sur ce dossier parce qu'il est important ; nous l'avons évoqué à plusieurs reprises ici. Il s'agit quand même d'un patrimoine dont il faut rappeler qu'il est largement amorti. Il a été réalisé grâce à des financements adossés sur des dispositifs publics qui garantissaient des coûts de construction modérés.

Aujourd'hui, Icade, à la suite d'un processus de plusieurs mois, propose donc de le revendre à des bailleurs, en liaison avec les communes concernées et à **charge pour les communes et ces bailleurs d'engager avec l'Etat un processus de reconventionnement et d'accès à des financements spécifiques qui seront alloués par la même Caisse des Dépôts qui est à l'origine du processus.**

Tout cela est profondément choquant et il y a dans cette histoire un risque de conflit d'intérêt évident que de nombreux élus ont déjà mis en évidence pour la **Caisse des Dépôts** qui est **partie prenante à tous les niveaux** et sans cesse dans une sorte d'éternel recommencement, que ce soit en qualité de vendeur, d'acquéreur, de prêteur, d'actionnaire.

On peut quand même s'interroger sur la vente en elle-même du patrimoine d'Icade à des bailleurs sociaux et constater à quel point elle peut être paradoxale. Encore une fois, ce patrimoine étant largement amorti, on aurait pu imaginer qu'il soit tout simplement transféré à partir du moment où la Caisse des Dépôts ne souhaitait plus en assurer la charge.

On a là une sorte de rouleau compresseur dans lequel les collectivités et les bailleurs volontaires en sont réduits pour autant à agir sous une certaine contrainte.

Là où votre communication, ce que vous indiquez, veut présenter (et c'est louable) cette contrainte comme une opportunité, c'est effectivement dans le **cadre du dispositif ANRU** qui concerne ces quartiers et là nous aimerions assez partager votre confiance mais pour autant nous savons aujourd'hui **qu'il n'y a plus un sou dans les caisses de l'ANRU**, que tous les projets sont stoppés et que de toute évidence la façon dont l'Etat et le gouvernement se désengagent chaque jour un peu plus du logement social et de la rénovation urbaine laissent assez peu d'espoir sur la suite des opérations.

Il est vrai qu'aujourd'hui nous n'avons sans doute pas le choix. **Sans doute faut-il en effet limiter les dégâts mais nous avons quand même dans ce dossier la désagréable impression d'être pris dans une sorte de marché de dupes** et je pense qu'il faut continuer à le dire, même s'il s'agit aussi d'avancer, ce que vous faites à certains égards.